

Trajectoire Nos Valeurs

Plan « SUD Défense »

1. Contexte

En avril 2025, la Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est dotée d'un plan Nos VALEURS construit autour des notions de vision, d'autorité, de liberté, d'Europe, de respect et de souveraineté. A cet égard, la Région souhaite conforter sa politique volontariste engagée en matière de sécurité et de défense, en s'appuyant sur un soutien réaffirmé en faveur de ces filières avec la mise en place d'un **Plan SUD Défense**.

A. Provence Alpes Côte d'Azur, une terre de défense

Provence Alpes Côte d'Azur est en effet une terre de défense caractérisée par une très forte présence des forces armées - la Marine, l'Armée de l'Air (avec trois bases aériennes : Istres, Salon de Provence et Orange) et l'Armée de Terre ainsi que la Direction Générale de l'Armement - et par un tissu industriel et académique multi-filières structuré et complet.

1ère région de France en nombre de soldats, avec 31 000 militaires sur son territoire, 9 400 civils et 6 000 emplois de Recherche et Développement publique et privée, notre région représente 16 % des effectifs nationaux.

Port d'attache du porte-avion nucléaire et des six sous-marins nucléaires d'attaque français, Toulon représente la 1ère base navale d'Europe et de projection en Méditerranée avec 16 000 personnels civils et militaires. Le Gouverneur Militaire de la Zone Défense Sud est basé à Marseille.

La région dispose également d'un tissu d'activités industrielles et de services performant et organisé, unique en France, où cohabitent de grands groupes d'acteurs mondiaux (Airbus Helicopters, Naval Group, Thalès Alenia Space, Thalès DMS, Technicatome ...) qui drainent un vaste réseau de PME sous-traitantes et leur apportent une base technologique solide. Plusieurs filières stratégiques sont présentes en région, chacune structurée autour d'au moins un donneur d'ordre majeur : Aéronautique, Naval, Spatial, Optique, Sécurité numérique, Micro-électronique, Intelligence artificielle. C'est ainsi plus de 200 PME de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) et plus de 2 000 sous-traitants et équipementiers qui interviennent sur l'économie de défense.

De nombreuses structures d'accompagnement soutenues par la Région et l'Etat viennent compléter ce panorama favorisant l'innovation de défense. Trois pôles de compétitivité regroupent ainsi l'ensemble des compétences mises en jeu pour la réalisation de plateformes/systèmes aéronautiques, spatiaux ou navals : les pôles Safe, Mer Méditerranée et Aktantis. Deux pôles d'innovation de défense ont été mis en place par le ministère des Armées en région : Gimnote et Novaero. Le Technocentre Henri-Fabre et la plateforme Innovsys accompagnent les entreprises sur la modernisation des procédés de production et la robotisation.

La région accueille également d'importants centres d'expertise et d'essais tels que ceux de la Direction Générale de l'Armement (DGA), des organismes de recherche scientifiques majeurs (ONERA, IFREMER, CNES, CEA ...) ainsi qu'un écosystème de formation et d'entraînement particulièrement riche (10 écoles d'ingénieurs, 16 IUT, 4 centres de formations de pilotes, un centre important d'instruction de la marine nationale ...).

B. Une situation géopolitique qui requiert une action publique forte

Les défis sécuritaires contemporains font de la défense un domaine de première importance pour l'Europe et la France en général et pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en particulier. Le positionnement géostratégique de la région sur la façade méditerranéenne engendre de réelles opportunités de coopération avec les pays voisins mais aussi des problématiques géopolitiques spécifiques.

Dans ce contexte, il s'agit pour Provence-Alpes-Côte d'azur de conserver sa position de leader dans la filière de défense, en renforçant ses atouts et en ciblant plus spécifiquement ses domaines de spécialité. La Région souhaite participer pleinement à cet enjeu et accompagner cette dynamique au travers d'un **plan SUD Défense**.

2. Le « Plan SUD Défense »

Pour répondre à ces enjeux, il est en effet indispensable de rendre l'écosystème industriel déjà performant, encore plus structurant pour les filières émergentes et de l'inscrire dans le continuum défense-sécurité. Il est d'autre part nécessaire d'encourager les investissements dans les filières ainsi que l'utilisation collaborative et l'optimisation des équipements et sites d'essais existants. Une action forte doit être menée pour garantir le maintien des emplois existants et développer de nouveaux emplois à haute valeur ajoutée dans nos domaines d'excellence actuels et dans les filières que la révolution numérique engendre (cybersécurité, intelligence artificielle par exemple). De nouveaux partenariats avec l'Etat, l'Union Européenne et les grands groupes majeurs de l'industrie de défense devront également être engagés pour attirer des investissements significatifs sur notre territoire, en utilisant notre positionnement géostratégique méditerranéen.

Le plan Sud Défense global et pluriannuel que la Région se propose de mettre en œuvre, doit prendre en compte l'ensemble de ces enjeux et s'appuyer sur les grands axes de la convention liant depuis 2023 la Région et le ministère des Armées. La construction opérationnelle de ce plan s'élaborera ainsi en étroite relation avec les acteurs du ministère des Armées : Direction Générale de l'Armement et Gouverneur Militaire de la Zone de Défense Sud.

Les premières propositions mentionnées dans ce plan feront l'objet de déclinaisons opérationnelles mises en œuvre par la Région avec l'ensemble de l'écosystème de défense du territoire, selon trois leviers d'actions principaux : structurer, financer et accompagner, former.

C. Structurer l'économie de défense en région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec la création d'une Opération d'Intérêt Régional « Sécurité Défense »

La politique d'Opération d'intérêt régional (OIR) est une spécificité de notre région. Depuis 10 ans, pour 8 secteurs économiques stratégiques (industrie, économie de la mer, énergies durables, industries culturelles et créatives, IA et cyber, thérapies innovantes, silver économie, naturalité), la Région a mis en place une organisation inédite reposant sur deux piliers : un pilotage stratégique de filière, co-animé par un élu régional et un acteur de premier plan dans la filière considérée ("co-présidents d'OIR"), et une "usine à projets". Le pilotage stratégique est essentiel car il permet de partager avec l'ensemble des acteurs de la filière (entreprises, universités et écoles, organismes de recherche, pouvoirs publics, ...), une vision de moyen terme et des buts à atteindre en termes d'attractivité, d'innovation, de compétences, de foncier, ou encore de transition écologique. L'usine à projets, c'est la concrétisation de cette ambition et de cette vision. Ainsi, ce sont près de 220 projets qui ont été accompagnés. Chaque semestre, depuis près de 10 ans, nous présentons à plus de 300 banques et fonds d'investissement réunis en "Comités d'ingénierie financière (COFI) des OIR", les projets sortis des "usines à projet" des OIR. Ce qui aura permis de sécuriser 850 M€ de financements pour ces projets.

Les résultats sont au rendez-vous. Cette démarche d'investissements ciblés sur les filières stratégiques régionales au travers des OIR, aura d'ores et déjà permis d'atteindre les résultats suivants :

- 1,3 Mds € de perspectives d'investissement (Objectif 2028 : 2 Mds €)
- 1,5 Mds € d'investissements exogènes pour 169 implantations (Objectif 2028: 2 Mds € et 500 implantations)
- 20 800 emplois créés ou maintenus (Objectif 2028 : 80 000 emplois)

Nous voulons cette même approche orientée résultats et projets, et cette même dynamique collective et organisée pour le secteur de la défense et de la sécurité. Nous nous appuyerons pour ce faire sur l'excellent partenariat que la Région a conclu avec le ministère des armées en 2023 et les relations de confiance établies avec les acteurs militaires de la région, nous associerons nos centres ressources telle que la FMES, et les pôles de compétitivité et "clusters défense", cluster Sud drone, régulièrement réunis par la Région et la DGA au sein de la cellule économie de défense, et notre agence risingSud.

Comme pour toutes les OIR, une gouvernance dédiée associant les acteurs publics et privés sera mise en place conjointement avec le ministère des Armées, en veillant à maintenir les équilibres et une bonne représentativité au niveau :

- de la taille des structures : PME, ETI et Grands Groupes,
- des sous-filières : Terre, Naval, Aéronautique, Optique, Spatial, Numérique,
- des organismes du MinArm: armées, DGA (programme, Direction d'infrastructure de défense, centres d'essais), fonctions support (Direction du renseignement et de la sécurité de la défense, ...), centres de formation & de recherche,

- des acteurs académiques (civils) : centres de recherche, centres de formation, universités, écoles

Cette gouvernance permettra d'établir avant la fin de l'année 2025 une feuille de route structurée et opérationnelle, accompagnée d'un plan d'actions prévisionnel à décliner dès 2026.

D. Financer et accompagner le tissu industriel souverain et stratégique

La Région souhaite se mobiliser aux côtés de ses plus de 200 PME de la BITD et plus de 2 000 sous-traitants et équipementiers qui interviennent sur l'économie de défense. Nous avons quatre défis à relever dans ce domaine : repérer, simplifier, financer et accompagner.

Repérer

Une action "groupée" et coordonnée par la Région au plus proche du terrain sera entreprise. La Région mobilisera ses partenaires du secteur de la défense, et notamment l'état-major de zone de défense sud, mais aussi son agence, ses équipes en Maison de Région et ses réseaux économiques pour identifier les entreprises duales ou présentant des produits, services ou innovations pouvant avoir des applications militaires. Cette méthode "groupée" sera également une opportunité pour expérimenter des partenariats d'innovation exclusifs permettant d'être plus performants sur le marché national et international. L'expérimentation des travaux du "groupe capacitaire" animé par la FMES depuis plus d'un an servira de point d'appui à cette approche.

Simplifier

Un guichet unique de financement et d'accompagnement des entreprises duales de la région sera mis en place. Les organismes sont nombreux, les leviers de financement et d'accompagnement sont disponibles. Il importe que nous travaillions collectivement à la définition d'une offre Sud défense clarifiée avec l'ensemble des acteurs et que nous soyons exemplaires dans notre volonté de lutter contre "le maquis des aides" auquel les entreprises font trop souvent face. Le portail Entreprises de la Région sera mobilisé.

Financer et accompagner : Objectif + 50 M€ pour les entreprises du secteur

Nous proposerons un programme d'accélération des plans de développement des PME stratégiques en s'appuyant sur Sud Accélérateur. Premier programme régional d'accélération dédié aux PME ambitieuses en phase de développement, Sud Accélérateur aide les entreprises à révéler leur potentiel et accompagne leur transformation vers une performance durable.

Ce programme impulsé par la Région en partenariat avec Bpifrance est opéré par risingSud.

Un fonds Sud défense ayant pour objectif + 50 M€ pour les entreprises du secteur sera mis en place : il mobilisera le nouveau dispositif de prêt à taux zéro innovation destiné à soutenir les projets de recherche et développement des entreprises régionales dans les filières stratégiques pour 40 M€ (dont 20 M€ FEDER) et des apports en fonds propres avec un objectif d'investissement de 10 M€ dans le cadre du fonds Région Sud Investissement RSI 3.

Par ailleurs, la Région mobilisera ses dispositifs existants tels que Sud développement et Sud Garantie. On estime ainsi qu'environ 300 M€ de financements pourraient être ouverts aux PME industrielles duales dans les 5 ans qui viennent. L'opportunité de mettre en place des solutions de financement sur des tickets d'investissement de plus de 2 M€ ouvertes également aux ETI sera étudiée.

Concernant plus spécifiquement la mobilisation des financements européens au profit des filières régionales défense et sécurité, la délibération n°25-0025 portant sur le « Plan NOS VALEURS - Mobilisation de crédits européens en faveur des filières sécurité-défense » a présenté un grand nombre d'actions qui vont passer par :

- un renforcement du soutien aux acteurs régionaux de l'écosystème de la défense dans le cadre de la recherche de financements européens,
- une meilleure mise en réseau au niveau européen des acteurs régionaux de l'économie de la défense,
- un élargissement du dispositif régional d'accès aux financements européens pour les petites et moyennes entreprises du secteur de la défense,
- une mobilisation des fonds structurels régionaux, notamment dans le cadre de la révision à mi-parcours du Programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 permettant d'allouer davantage de fonds aux projets des filières sécurité/défense à travers plusieurs appels à projets FEDER,
- une mobilisation des futures opportunités de financement dans le cadre du futur budget européen post 2027 qui devrait consacrer la dimension militaire des transports dans le mécanisme d'interconnexion en Europe.

Les différents dispositifs et actions envisagées sont pour certains soumis aux orientations et cadres réglementaires qui seront adoptés par la Commission Européenne. Pour d'autres, c'est une coordination avec le ministère des Armées qui est envisagée. Ainsi, certaines actions proposées pourront être modifiées afin de bien correspondre aux besoins des filières sécurité et défense et aux orientations résultant des travaux menés au sein de l'Opération d'intérêt régional (OIR) Sécurité Défense.

Enfin, la Région suscitera un dialogue de place sur le financement de la défense à travers l'association Sud Place Financière. Dans un contexte où les modalités de financement nécessitent d'être agiles et adaptées aux besoins des entreprises de la défense, l'association régionale Sud Place Financière constitue une ressource importante pour fédérer les acteurs économiques notamment financiers, du chiffre et du conseil situés sur le territoire régional, pour répondre aux problématiques qui seraient identifiées par les partenaires et les entreprises du secteur de la défense ou pour lancer des initiatives de place visant à renforcer le financement de ces dernières.

E. Former aux métiers et compétences « souveraines »

Face aux mutations géopolitiques, aux enjeux de souveraineté nationale et à la montée en puissance des menaces hybrides, la Région entend renforcer son engagement en faveur des métiers de la sécurité et de la défense. Cela passe par :

- une cartographie dynamique et prospective des besoins en compétences, afin d'anticiper les tensions à venir et d'aligner l'offre de formation sur les priorités stratégiques du territoire.

- un soutien réaffirmé au Service Militaire Volontaire, en consolidant notre partenariat par l'attribution d'un complément de rémunération régional. Ce dispositif d'excellence, qui accompagne les jeunes en décrochage vers une réinsertion professionnelle par l'encadrement militaire, affiche un taux d'insertion remarquable de 90 %. 21 % ont conclu un contrat militaire et 49 % font le choix des métiers de la sécurité.
- une mobilisation renforcée de l'offre de formation régionale, en cohérence avec les objectifs de résilience et de sécurité du territoire au travers :
 - de la commande publique régionale de formation, appuyée par une convention de coopération renforcée avec France Travail.
 - du lancement d'un appel à projets dédié aux métiers de la défense dans le cadre du Fonds d'Innovation Formation.
 - de l'orientation stratégique des aides individuelles à la formation (Pass Sud Formation, Pass VAE), à compter de 2026.
 - du renforcement de notre partenariat avec Numéric'Emploi, France Travail et les entreprises du numérique pour accélérer la montée en compétences en cybersécurité, mais aussi soutenir l'adaptation des formations proposées par les écoles du numérique, et répondre ainsi aux enjeux technologiques de demain par la mobilisation du Fonds d'Innovation Formation et des enveloppes dédiées à l'apprentissage.

Parce que la formation est aussi un levier de citoyenneté, la Région affirme son attachement aux fondements républicains et à l'égalité des droits, en agissant concrètement pour :

- La diffusion des valeurs de la République, de la laïcité et de la neutralité, par la généralisation de modules obligatoires pour l'ensemble des stagiaires bénéficiant d'une action de formation financée par la Région.
- L'accessibilité universelle de la formation, grâce à :
 - Des actions de sensibilisation au handicap intégrées dans les parcours du Programme Régional de Formation (PRF).
 - Le cofinancement de la Ressource Handicap Formation, en partenariat avec l'AGEFIPH, pour sécuriser les parcours des personnes en situation de handicap.
 - La sensibilisation des jeunes aux enjeux géopolitiques contemporains, via nos actions d'information sur les métiers, en lien avec les missions locales, les Écoles de la Deuxième Chance et les écoles de production.
 - Le développement de l'attractivité des métiers de la sécurité et de la défense, à travers des outils d'orientation modernes et accessibles, au service d'un engagement professionnel au bénéfice de l'intérêt général.